

L'Europe dans une perspective géopolitique

LE CAS TRAGIQUE DU MOYEN-ORIENT

L'Europe en ordre dispersé, à la remorque de l'impérialisme des Etats-Unis et des « majors » pétrolières

Jean-Christophe Defraigne
Université Saint Louis. Bruxelles.

La « crise migratoire » de l'UE que subissent des millions de réfugiés est largement la conséquence de plusieurs décennies des politiques étrangères des grandes puissances occidentales au Moyen-Orient. Pour en comprendre la cause, il nous faut analyser les interventions impérialistes des puissances européennes et la manière dont elles ont façonné ou détruit durablement les Etats au Moyen-Orient.

C'est moins l'Union Européenne que l'on vise ici que les politiques menées par certains de ses Etats membres qui la composent. En effet, la réalité est qu'il n'existe pas de politique étrangère européenne commune au Moyen-Orient. Cela provient de différences entre les Etats membres par rapport à la colonisation de ces régions au 19ème et 20ème siècle, mais aussi de stratégies différentes en matière de diplomatie économique et d'intérêts respectifs. Ni lors de la deuxième guerre en Irak en 2003, ni au cours de l'intervention militaire en Libye de 2011, les Etats européens n'ont adopté de positions communes¹.

Les politiques cyniques, contradictoires et meurtrières des gouvernements occidentaux au cours de ces dernières décennies, motivées essentiellement par des objectifs économiques et géopolitiques, ont eu des conséquences catastrophiques pour les populations du Moyen-Orient. Elles ont finalement engendré des exodes massifs de populations fuyant les guerres civiles, une situation chaotique et un fossé de haine communautaire et religieuse. Ce fossé n'épargne pas les pays occidentaux comme l'ont rappelé tragiquement la récente multiplication d'actes terroristes en Europe et aux Etats-Unis et la montée des extrêmes-droites, islamistes et islamophobes, qui se renforcent mutuellement et qui ne veulent pas comprendre les vraies origines de cette tragédie, qui sont sociales et politiques et non religieuses.

Lorsqu'on analyse rationnellement l'histoire récente des relations internationales, on peut trouver incongrue, si pas choquante, l'image que certains donnent de la Belgique après les attentats qui nous ont touchés le 22 mars 2016. On ne peut évidemment qu'être désolé ou révolté par la mort de civils frappés aveuglément par des actes terroristes. Mais aller jusqu'à présenter pour autant la Belgique comme un pays poursuivant une politique profondément

¹L'invasion de l'Irak en 2003 a été le fait d'une coalition américano-britannique, accompagnée par l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Danemark (Bush, Blair, Aznar, Berlusconi) que la France et l'Allemagne n'ont pas suivi. Quant à l'intervention de 2012 en Libye, ce sont les Français et les Britanniques qui l'ont menée, tandis que l'Allemagne s'est abstenue lors du vote aux Nations Unies.

p. 2

pacifiste est contraire à la vérité. L'humoriste Gui-Home dans son sketch très populaire sur les attentats de Bruxelles (visionné 4.8 millions de fois²) s'exclame « S'attaquer à la Belgique ! On est des gentils, on n'est pas violent »³. Ces propos illustrent bien cette conviction, partagée par une large frange de la population, de vivre dans un pays inoffensif : « S'attaquer à la Belgique ! Alors pourquoi certains islamistes radicaux sont prêts à s'en prendre à la population belge ? » Certains peuvent se rassurer en se disant que les bombes des attentats du 22 mars étaient initialement destinées à des objectifs situés en France. Pourtant l'ancien garde du corps de Sharia⁴Belgium qui a aujourd'hui rejoint l'Etat islamique explique simplement pourquoi la population belge pourrait être la cible d'autres attentats : « Aussi longtemps que vous bombarderez nos Musulmans avec vos F16, nous tuerons votre peuple »⁴. C'est la même

argumentation de revanche aveugle qui avait été professée par un groupe islamiste lors de l'attentat de gare d'Atocha qui fit 191 morts à Madrid en 2004 en représailles à l'invasion de l'Irak par plusieurs armées occidentales dont celles de l'Espagne.

Car bien que cela reste assez peu médiatisé en Belgique, ce qui peut expliquer la méprise d'une grande partie de la population belge sur la politique étrangère de leur pays, cela fait plus d'un quart de siècle que les gouvernements successifs engagent les forces armées belges dans des guerres meurtrières : intervention dans le cadre de « Desert Storm » sous le commandement des Etats-Unis contre l'Irak en 1991; participation depuis 2003 aux missions FIAS, puis « Resolute Support » de l'OTAN en Afghanistan qui comportent des bombardements et de la formation militaire de l'armée afghane ; opérations de bombardements des F-16 belges et support naval lors de l'intervention en Libye dans le cadre de l'opération « Unified protector » de l'OTAN en 2011 ; soutien logistique à l'intervention française au Mali (deux avions de transport c-130 et deux hélicoptères médicaux Agusta) ; contribution à l'intervention en Irak contre Daech. Le gouvernement Michel vient de décider que les F-16 belges participeraient aux opérations de bombardement en Syrie contre Daech. Il faut cesser croire que l'Etat belge poursuit une politique neutre ou pacifiste. Les gouvernements belges font participer l'armée belge, comme de nombreux Etats Européens, dans la mesure des modestes capacités, aux coalitions militaires en guerre contre des gouvernements (celui de Saddam Hussein en Irak ou de Mouammar Kadhafi en Lybie) ou des mouvements armés tentant de construire un état islamique théocratique (les Talibans ou Daech).

Ces interventions occidentales qui se poursuivent depuis un quart de siècle se sont faites au nom du respect du droit international, de la paix, de la démocratie, de la protection des populations locales ou de la lutte contre le terrorisme obscurantiste. Mais leurs résultats ont été la destruction de quatre Etats, l'Irak, l'Afghanistan, la Lybie et la Syrie ; des centaines de milliers de victimes, principalement civiles ; un recul économique, social et intellectuel de plusieurs décennies pour les populations de ces pays... et finalement le renforcement des courants religieux politiques antioccidentaux de plus en plus obscurantistes, sectaires et violents.

Seule une analyse de long terme permet de comprendre le sens de la tragédie en cours. Le survol historique qui suit reste évidemment sommaire mais il tente de dégager quelques

2 <http://www.lesoir.be/1161106/article/soirmag/actu-soirmag/2016-03-24/buzz-assure-pour-gui-home-et-sa-video-sur-attentats-bruxelles>

3 https://www.youtube.com/channel/UCFNOfdL_3Gb0XJLnGRaY4A

4 http://www.rtf.be/info/dossier/explosions-a-brussels-airport/detail_attentats-a-bruxelles-uncombattant-anversois-de-l-ei-revendique-les-attentats-dans-une-nouvelle-video?id=9253493

p. 3

phénomènes nécessaires pour pouvoir comprendre la situation de dégénérescence politique actuelle.

Un Moyen-Orient façonné par les frontières artificielles imposées par les impérialismes français et anglais

Les frontières actuelles du Moyen-Orient ont largement été dessinées en 1916, pendant la première guerre mondiale, lors de l'accord secret Sikes-Picot⁵. Il s'agissait d'organiser le dépeçage de l'empire Ottoman. Les choses se sont déroulées dans le plus pur style colonial, c'est-à-dire sans demander l'avis des populations concernées. Une partie de l'empire Ottoman devait être donnée aux Grecs, une autre partie aux Italiens. Un Etat arménien devait être créé. La France obtenait mandat sur la Syrie et le Liban ; le Royaume-Uni sur la Transjordanie et l'Irak. Le gouvernement britannique avait auparavant, en 1899, décidé de faire du Koweït un Etat indépendant, qui avait été jusqu'alors une partie de l'entité administrative irakienne de l'empire Ottoman. Contre la promesse de ne traiter exclusivement qu'avec les Britanniques en ce qui concerne toute relation avec des puissances extérieures et toute concession de terrains éventuels, un cheik s'est retrouvé à la tête de ce micro état placé par le Foreign Office britannique, sans élection démocratique évidemment⁶. Dans l'entre-deux-guerres, l'Anglo-Persian (aujourd'hui British Petroleum) a mis le grappin sur les ressources pétrolières de ce nouveau petit Etat devenu très riche, enfin surtout la dynastie placée par Londres, qui peut se

développer sans trop de difficulté, tandis que le reste de l'Irak est nettement plus pauvre, disposant de sensiblement moins de ressources relativement à sa population plus vaste. C'est d'ailleurs en se référant à ce passé historique de la création britannique du Koweït que le dictateur irakien Saddam Hussein a tenté de justifier l'invasion du Koweït en 1990-1991. Cette façon de procéder était assez classique de la part des compagnies occidentales et de leurs Etats qui défendent leurs intérêts. A l'autre bout de la planète aussi, quand les intérêts économiques Américains ont eu besoin d'un canal entre l'Atlantique et le Pacifique, une sécession panaméenne a été organisée en Colombie, qui a ensuite justifié une intervention militaire créant le nouvel Etat de Panama⁷.

Pour revenir à l'Irak, on y a placé comme souverain le roi Fayçal. Fayçal, qui croyait d'abord obtenir une grande Syrie (incluant le Liban et la Mésopotamie), se retrouve placé par le gouvernement anglais à la tête de l'Irak alors qu'il y était largement inconnu des populations locales et n'avait aucune légitimité⁸. Peu importe, Il a suffi de négocier avec des dirigeants féodaux locaux et les anciens cadres de l'Empire Ottoman pour que l'affaire soit conclue. On ne peut pas être vraiment surpris de voir une telle dynastie fantoche être renversée quelques décennies plus tard, permettant à des officiers militaires nationaliste et antioccidentaux de prendre le pouvoir en 1968, au sein desquels Saddam Hussein allait devenir l'homme fort pour s'imposer comme dictateur militaire de l'Irak jusqu'à sa chute en 2003.

Attiser les conflits sectaires et religieux

5 Du nom des diplomates, le britannique Sykes et le français Picot

6 Engdahl, William : « A Century of War. Anglo-American Oil Politics and the New World Order, p26

7 Sidney Lens, The Forging of the American Empire, Pluto Press, New-York, 2003 & Claude Julien, L'empire américain, Paris, 1968

8 Reese Erlich, Inside Syria, Prometheus, New-York, 2014

p. 4

Non content de tracer des frontières artificielles, le colonisateur a attisé les conflits et les haines à base religieuse. L'Etat français - que certains considèrent le champion de la laïcité - a organisé, à coup d'interventions militaires et d'exécutions publiques, des Etats libanais et syrien sur la base de clivages ethniques et religieux. Ainsi la représentation politique de la population au Liban ne se fait pas sur une base politique (gauche, droite) mais sur une base ethnico-religieuse (Druzes, Chrétiens maronites, Sunnites, Chiites), et ce depuis la constitution de 1926 écrite sous le contrôle des autorités françaises. C'est toujours comme cela dans le Liban actuel : le Président est un Chrétien maronite, le premier ministre un Musulman sunnite, le Président du Parlement un Musulman chiite. Lorsque la politique est organisée sur ces bases communautaires, on obtient inévitablement des divisions sectaires ethniques et religieuses, qui empêchent les gens de voir les autres problèmes plus fondamentaux pour le quotidien des populations que sont les inégalités sociales, le sousdéveloppement,

la faiblesse des services publics et la corruption de l'Etat par certaines grandes familles riches. C'est cela aussi, l'héritage colonial qu'ont subi ces pays.

La colonisation et le retard industriel

La période coloniale a été particulièrement désastreuse pour les pays colonisés. En effet, les colonies avaient pour but d'offrir des débouchés aux produits manufacturés des pays colonisateurs, raison pour laquelle l'industrialisation des colonies a été bloquée. Comme le dit le chef du gouvernement français Jules Ferry en pleine expansion coloniale : « La politique coloniale est la fille de la politique industrielle »⁹. Dans l'ouvrage *Le Tonkin et la mère-patrie*, Jules Ferry constate à la fin du 19ème siècle que « l'Europe peut-être considérée comme une maison de commerce qui voit depuis un certain nombre d'années décroître son chiffre d'affaires. La consommation européenne est saturée ; il faut faire surgir des autres parties du globe de nouvelles couches de consommateurs sous peine de mettre la société européenne en faillite et de préparer pour l'aurore du XXème siècle une liquidation sociale par voie de cataclysme dont on ne saurait calculer les conséquences »¹⁰.

Le Moyen-Orient, à l'instar de l'Afrique et le l'Asie, n'échappe pas à l'impérialisme économique des puissances industrielles européennes. Ainsi, lors de l'accord Sykes-Picot, les

industriels de la soie de Lyon et Marseille font pression sur les négociations pour que la France obtienne un mandat sur la Syrie (Liban inclut) pour y défendre ses intérêts commerciaux, c'est-à-dire pour dominer le secteur textile indigène¹¹. Les seuls pays non occidentaux qui échappèrent à cette domination commerciale et industrielle sont ceux qui surent garder leur souveraineté contre les puissances coloniales occidentales (comme le Japon Meiji qui devint à son tour colonisateur, ou l'URSS et la République de Chine Populaire qui rompirent avec le capitalisme pour se lancer dans une industrie planifiée par l'Etat). Le choc de deux guerres mondiales et l'impact de la révolution russe de 1917 a fait éclater le joug colonial européen à travers le monde. Certains des gouvernements des Etats dont l'indépendance est formellement reconnue après 1918 ou 1945 sont cooptés par les puissances occidentales ; parfois les contours mêmes de l'Etat sont établis par l'ancienne puissance colonisatrice. Dans ce cas, l'indépendance n'est que formelle et la marge de manoeuvre des gouvernements indigènes reste très faible. Le cas du Maroc est exemplaire, où la France maintient après l'indépendance un millier « d'instructeurs » qui collaborent avec les Forces

9 Michel Beaud, Histoire du Capitalisme de 1500 à nos jours, Seuil Paris, 1985, p 201

10 Jules Ferry, Le Tonkin et la Mère Patrie, Paris, p406

11 Xavier Baron, Histoire de la Syrie de 1918 à nos jours, Texto, paris, 2014

p.5

Armées Royales marocaine à la répression des courants indépendantistes radicaux. Lorsque les forces armées royales défilent pour la fête du trône de l'indépendance à Rabat, c'est en uniformes de l'armée française et en entonnant « Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine »¹². Le Maroc reste dominé par les investisseurs français qui s'associent avec la famille royale et les caïds pour tenir en main l'économie du pays pendant que millions de Marocains continuent de vivre dans la misère¹³. La Grande-Bretagne fait de même en Egypte, en Irak ou en Jordanie.

Mais dans certains cas, en s'appuyant sur un fort sentiment nationaliste ou pan-arabiste antioccidental dans une partie de la population, des officiers militaires arrivent au pouvoir contre la volonté des puissances occidentales. C'est le cas en Egypte avec Neguib et Nasser, en Algérie avec le FLN, en Syrie avec les baasistes et en Irak avec le général Kassem, puis avec les officiers baasistes dont Saddam Hussein fait partie, et finalement en Libye avec Kadhafi en 1969¹⁴. Les nouveaux Etats, dirigés de manière dictatoriale par des officiers, prônent le plus souvent le non alignement face aux deux blocs de la guerre froide. Ils jouent sur la concurrence entre blocs soviétique et occidental pour avoir un meilleur rapport de force en vue de négocier des accès à des capitaux, de la technologie et du matériel militaire. Ce non alignement, ou parfois le rapprochement vers l'Union soviétique (sans jamais rejoindre le camp soviétique) engendré par les réactions hostiles des puissances occidentales, malgré une rhétorique souverainiste, n'a pas permis à ces pays de rattraper leur retard technologique et industriel et d'acquérir une réelle autonomie.

Ces dictatures militaires parfois ont prétendu s'inspirer de l'économie socialiste et de ses aspects modernisateurs (sur les droits de femmes, l'accès à l'instruction publique, aux soins de santé) mais elles n'ont pas hésité à écraser toute tentative de construire des organisations de travailleurs indépendantes de l'armée, particulièrement les militants communistes qui auraient pu menacer leur pouvoir. Pour tenter de sortir leur pays du sous-développement, le pouvoir militaire met en place une industrialisation soutenue par l'Etat. Ces velléités de modernisation de la société et la création d'un secteur public plus important ont cependant produit des effets positifs à moyen terme pour la population. Elles ont permis le développement d'un meilleur niveau d'éducation, certains progrès pour les femmes, surtout dans les zones urbaines, et le développement de certains soins de santé et d'infrastructures. Mais le pouvoir militaire, malgré des alliances avec l'URSS, n'est pas communiste et ne désire pas transformer la société aussi radicalement que les bolcheviks en URSS ou les Maoïstes en Chine, qui ont cassé toutes les structures féodales et ont accru le capital humain par l'éducation et le poids de la classe ouvrière dans la société. Dans ces dictatures militaires non alignées, le secteur industriel étatique s'est développé parallèlement à une bourgeoisie nationale peu développée et parfois peu qualifiée, du fait du passé colonial de ces pays. Un des exemples les plus extrêmes est celui de la Lybie où le colonisateur italien n'a pas développé le moindre universitaire indigène en plus de trente ans d'occupation du pays. Cette bourgeoisie nationale continuait d'exister dans une série de secteurs traditionnels mais ni elle,

ni les militaires ne disposaient des capacités scientifiques et entrepreneuriales pour se lancer dans une industrialisation et une véritable modernisation en profondeur du pays. De plus, elles

12 Pierre Vermeren, Histoire du Maroc depuis l'indépendance, La Découverte, Paris, 2006.
13 Moumen Diouri, A qui appartient le Maroc?, l'Harmattan, Paris, 1992 & Gilles Perrault, Notre Ami le roi, Folio, Gallimard, Paris, 1990
14 Ronald Bruce St John, Libya continuity and change, Routledge, London, 2015 & Jean-Pierre Filiu, From Deep state to Islamic State, Hurst, London, 2015.

p.6

craignaient l'apparition d'autres groupes sociaux qui pourraient déstabiliser leur pouvoir. De ce fait, ces Etats sont restés dépendants de la technologie et des produits manufacturés des économies occidentales ou de l'URSS et de ses états satellites. Ils se sont avérés incapables de développer un secteur industriel national qui puisse générer ses propres innovations et produire des biens industriels d'un niveau de qualité acceptable pour les exportations vers les marchés des pays industrialisés.

Cette faiblesse de l'industrialisation du Moyen-Orient, héritage du colonialisme, entretenu par un régime dictatorial militaire et un système capitaliste global où la technologie industrielle reste accaparée par les grandes firmes multinationales des pays industrialisés (protégées notamment par les règles de l'OMC que ces derniers ont eux-mêmes érigées) reste le problème structurel de fond qui explique le chômage et la misère dans cette région. Pourquoi ne voit-on pas débarquer en Europe des millions de migrants en provenance de l'Asie orientale ? Parce que là-bas l'industrialisation a créé des emplois, des gains de productivité et une classe ouvrière qui, par ses luttes a permis des hausses de salaires et obtenus la reconnaissance de quelques droits syndicaux élémentaires. Malgré la crise, on ne voit pas des millions de candidats sud-coréens à l'immigration risquer leur vie sur les mers. Pourtant, en 1960, la Corée du Sud avait un PIB par habitant inférieur à ceux du Sénégal ou du Maroc. Les pays du Moyen-Orient sont donc restés peu industrialisés et avec un des niveaux scientifiques et technologiques parmi les plus bas au monde, bien au-dessous de l'Asie ou de l'Amérique Latine.

De la crise de la dette au renforcement des courants islamistes

Jusqu'à la fin des années 1970, comme de nombreux pays en voie de développement, nombre de pays du Moyen-Orient ont connu un certain développement, surtout ceux qui bénéficiaient d'une manne énergétique dont le prix a fortement grimpé au cours des années 1970. Mais pour tenter de se développer, de nombreux pays ont eu recours aux emprunts internationaux auprès des banques occidentales. En effet, à partir de 1975, les taux d'intérêt réels étaient parfois négatifs du fait des excès de liquidités sur les marchés financiers engendrés par la crise de surproduction des années 1970 et par les pétrodollars des monarchies du Golfe.

A partir des années 1980, ces pays se retrouvent piégés par la baisse des prix des matières premières (dont les produits énergétiques) et la hausse des taux d'intérêts des marchés financiers internationaux. Ils deviennent incapables de continuer à importer de la technologie, certains biens manufacturés, voire des produits alimentaires ou des produits énergétiques. Les institutions financières, Fonds Monétaire International et Banque Mondiale, interviennent pour demander une plus grande ouverture des économies de cette région, une réduction des dépenses publiques à travers des coupures dans la fonction publique et des privatisations. Les pays plus indépendants (Syrie, Irak, Libye, Algérie) vont résister et garder leurs économies très étatisées. Mais ceux qui sont dans le camp occidental (Tunisie, Egypte¹⁵, Jordanie, Maroc) vont beaucoup plus s'ouvrir au commerce international et privatiser nombre de leurs entreprises publiques. Pour essayer de régler le problème de leur dette et de leur déficit commercial, ces Etats coupent dans la fonction publique. Faute d'industries pour absorber ces

15 Après la défaite de la Guerre du Kippour en 1973, l'Egypte de Anouar El-Sadate prend ses distances de l'URSS, déçue par son manque de soutien militaire dans le conflit. Sadate signe un traité de paix avec Israël en 1979 et devient au cours des années 1980 et jusqu'à aujourd'hui le deuxième récipiendaire de l'aide financière et militaire des Etats-Unis dans le monde après Israël.

p. 7

emplois, c'est le chômage qui s'accroît, très massivement. Car privatiser les entreprises publiques revient à licencier de nombreux travailleurs qui, certes n'étaient pas très efficaces du fait du système clientéliste d'attribution des emplois et du faible niveau technologique de ces pays, mais au moins bénéficiaient d'un revenu. Le niveau de vie des petits fonctionnaires et des ouvriers ne cesse de baisser alors que le chômage progresse.

Mais pour les dirigeants politiques, du Maroc à la Tunisie, de l'Égypte à la Syrie, les privatisations sont l'occasion d'enrichissements exceptionnels. A elle seule, la famille Moubarak met la main sur des dizaines de milliards de dollars sur un PIB inférieur à 200 milliards : c'est une partie énorme de la richesse égyptienne produite tandis que les populations plongent dans la pauvreté. Exactement comme on a pu le voir en URSS avec les oligarques, les actifs de l'État sont pillés par les proches du pouvoir, dont certains deviennent milliardaires du jour au lendemain. Parfois, on se partage le gâteau avec les firmes occidentales comme pour la famille du couple présidentiel Ben Ali - Leïla Trabelsi qui captent jusqu'à 40% de l'économie tunisienne en s'octroyant des monopoles, parfois en jointventures avec des firmes françaises comme Carrefour¹⁶. Pour les groupes occidentaux, c'est un marché garanti sans réelle concurrence ; pour les dictateurs locaux une rente additionnelle ; et au final, pour les populations locales, des prix beaucoup plus élevés.

Les inégalités sociales explosent dans tout le Moyen Orient des années 1990, rendant les régimes très impopulaires. C'est d'abord la progression de la misère sociale et la chute du statut de petites classes moyennes qui renforce les courants islamistes radicaux, dénonciateurs de la corruption des élites locales et proposant une série d'activités caritatives aux segments les plus pauvres de la population. Ainsi la popularité croissante des Frères Musulmans s'explique notamment par de nombreux organismes caritatifs qui pallient les désinvestissements des États dans l'éducation, la santé, les services sociaux. Lors de leur création en 1928, les Frères étaient soutenus par les autorités britanniques car considérés comme une source de stabilité sociale et politique face aux nationalistes et aux communistes. Pour les mêmes raisons, les gouvernements des États-Unis apportèrent quant à eux leur soutien aux courants wahhabistes salafistes saoudiens dès les années 1950 ou aux djihadistes dans leur lutte contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Ainsi les courants les plus obscurantistes de l'Islam ont pu se renforcer pendant des décennies avec le soutien de nations occidentales.

Le retournement des puissances occidentales ne s'opère que très progressivement, et au cas par cas, entre les années 1980 et les années 2000, face à la montée d'un islamisme plus directement hostile à l'occident (l'Iran de Khomeiny après 1979, le Hezbollah libanais à partir des années 1980, la Somalie et le Soudan dans les années 1990 et finalement l'émergence d'Al Qaeda fin des années 1990). Par un jeu de vases communicants, les régimes dictatoriaux nationalistes anciennement considérés comme hostiles par Washington et d'autres capitales occidentales devenaient soudainement fréquentables comme la Libye de Kadhafi ou la Syrie des Assad. Ces derniers se sentent affaiblis depuis la chute de l'URSS et craignent de finir comme Saddam Hussein, isolé, affaibli et puis finalement détruit, ou de voir les groupes armés islamistes monter en puissance¹⁷. La mécanique est lancée : les gouvernements de

16 <http://www.lefigaro.fr/international/2011/01/22/01003-20110122ARTFIG00002-ben-alitrabelsi-les-pillages-d-une-famille-en-or.php>

17 Le cas de la guerre civile Algérienne et du GIA face à la veille garde de l'armée algérienne FLN ou de la montée du Hamas face à l'OLP sont autant de menaces au sein de l'ancien camp nationaliste « socialisant ».

p. 8

Moubarak, d'Assad et Kadhafi perdent définitivement toute légitimité dès lors qu'ils renoncent à la rhétorique qui leur donnait encore une certaine assise, celle de l'indépendance à l'égard de l'Occident et de la lutte armée contre l'État d'Israël. Lorsque Moubarak et Assad décident de soutenir l'invasion occidentale de l'Irak, ils perdent définitivement le soutien d'une partie de leur population, qui vit cette guerre comme une croisade de l'Occident contre les Musulmans.

De l'insertion des économies du Moyen-Orient au sein du capitalisme mondialisé aux révoltes de 2008-2011.

A partir de la fin des années 1980, de nombreuses économies du Moyen-Orient s'ouvrent plus

au commerce et pour certaines, aux investissements occidentaux. Des accords de libre-échange sont signés et une libéralisation commerciale progressive se met en place (processus de Barcelone Euromed à partir de 1995, union douanière avec la Turquie en 1996, accord de libre-échange UE-Israël, accords de libre-échange US-Maroc et US-Jordanie au début des années 2000). Le tourisme, les call-center (Maroc, Tunisie), les sous-traitants dans le textile (Tunisie, Turquie) ou dans l'équipement automobile (Turquie, Maroc) accroissent le degré d'interdépendance de ces économies avec les marchés occidentaux et principalement l'Europe.

La financiarisation croissante de l'économie mondiale a également entraîné une plus grande volatilité du prix des matières premières et des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux, particulièrement après l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis en 2006-2007. Des banques d'investissement comme Goldman Sachs voyant les marchés financiers s'effondrer renforcent leurs activités vers les *commodities* (matières premières et biens alimentaires). En 2008, la spéculation financière entraîne une très forte volatilité des matières premières. Malgré certains commentateurs journalistiques biaisés qui expliquent la montée des prix du pétrole par la seule demande chinoise, l'observation des mouvements de capitaux montre bien que les opérateurs financiers internationaux ont un rôle déterminant sur les fluctuations insensées des matières premières au cours des années 2007-2010. Au moment le plus intense de la spéculation, des cargaisons de riz de super-containers sont achetées et revendues trente fois sur les marchés financiers au cours de leur transport maritime. La hausse des prix des denrées alimentaires entraîne des émeutes de la faim à travers plusieurs pays pauvres, surtout ceux qui ne sont plus autosuffisants sur le plan alimentaire du fait de l'urbanisation galopante et de l'extraversion croissante de leur économie. Ainsi éclatent en Egypte d'importantes contestations sociales, dont certaines créeront des réseaux de protestation du régime que l'on verra réapparaître en 2011.

L'effondrement des marchés internationaux, et notamment du marché européen, en 2009-2010 se propage aux économies du Moyen-Orient et c'est dans ce contexte de crise globale et de misère croissante qu'éclate une vague de contestations des régimes en place dans l'ensemble du Moyen-Orient, de l'Iran en 2009 à la Tunisie et finalement jusqu'en Syrie. Mais ce n'est pas seulement la crise économique et les révoltes sociales qui ont provoqué cet afflux de réfugiés mais les guerres civiles et le chaos qui a rendu la vie impossible à des millions de personnes. Dans l'explosion de cette barbarie sectaire qui provoque la mort de centaines de milliers de personnes dans cette région, la responsabilité des gouvernements des grandes puissances occidentales et de leurs alliés (dont la Belgique), et de certaines grandes firmes pétrolières et de producteurs d'armes est accablante.

p. 9

Les puissances occidentales, principalement les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont poursuivi leur politique de diviser pour régner. Ils ont retourné leur veste à plusieurs reprises, soutenant des dictateurs avant de les abandonner, attisant des conflits en suivant le principe « les ennemis de mes ennemis sont mes amis » ce qui les a amené à armer et former les troupes militaires de dirigeants aussi démocratiques et respectueux de la liberté de leurs populations que Saddam Hussein, Khomeiny, Ben Laden, Kadhafi ou les pères et fils Assad. Il n'est pas possible ici de retracer l'histoire très complexe de l'ensemble des pays du Moyen-Orient mais il faut rappeler quelques interventions occidentales aux conséquences catastrophiques que ces populations payent toujours aujourd'hui.

La destruction de l'Irak

Il n'est évidemment pas question de soutenir un dictateur tel que Saddam Hussein, qui a torturé des milliers de personnes dans son pays et utilisé des armes chimiques contre sa propre population kurde et les soldats iraniens. Le dictateur militaire irakien a été formé dans sa jeunesse à bonne école par la répression d'un régime corrompu soutenu par la Grande-Bretagne.

Saddam Hussein, que l'administration de George W. Bush considère comme un des trois régimes de l'axe du Mal, n'a pas toujours été jugé infréquentable. Il a reçu le soutien de l'occident pendant la longue guerre meurtrière qu'il a déclenchée contre l'Iran de 1980 à 1988. Pour être plus précis, les deux belligérants sont à l'époque armés par les gouvernements occidentaux et leurs marchands d'armes. Comme une vingtaine de nations, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie vendent aussi bien à l'Iran qu'à l'Irak. A

l'époque, de nombreux gouvernements occidentaux ne voient pas cette guerre d'un mauvais oeil : l'Iran de Khomeiny est une république théocratique hostile à l'occident tandis que l'Irak, non aligné, a des relations jugées trop proches de l'URSS. On peut soutenir les deux parties, de sorte qu'elles s'épuisent le plus longuement possible pendant que les coffres des marchands d'armes se remplissent. Le résultat fut la mort d'un million de personnes, le renforcement de la répression dans les deux dictatures, facilité par la guerre et le nationalisme. A cette époque où Saddam Hussein a déjà recours à la torture et aux exécutions massives, le gouvernement américain de Reagan envoie en 1983 un émissaire pour aider le gouvernement irakien sur le plan militaire. Cet envoyé qui serre la main de Saddam Hussein s'appelle Donald Rumsfeld. Il deviendra le ministre de la défense de George W. Bush pour attaquer le régime de Saddam Hussein qui sera alors comparé à celui d'Hitler. Mais là aussi il est vrai qu'une partie importante des « élites » américaines (dont notamment le grand père de George W. Bush, Prescott Sheldon Bush, qui a réalisé de nombreuses transactions commerciales avec l'Allemagne nazie) avait soutenu Hitler dans les années 1930 par crainte du communisme avant de se décider à l'attaquer pour que l'Allemagne ne domine pas économiquement l'Europe au détriment des intérêts économiques américains¹⁸.

Lorsque Saddam Hussein met fin à la guerre en 1988, il n'a obtenu aucun gain territorial, ses troupes sont démoralisées et son économie est épuisée. La dette extérieure de l'Irak s'élève à 70 milliards de dollars dont 30 dus à des pays du Golfe¹⁹. L'Arabie Saoudite, le Koweït et

18 Kevin Phillips, *American Dynasty*, Allen Lane, New-York, 2004

19 Alain Gresh & Dominique Vidal: *Golfe, clefs pour une guerre annoncée*, Le Monde éditions, Paris, 1991, p201

p. 10

l'occident qui lui avaient accordé des prêts pour lutter contre l'Iran coupent les robinets financiers. Le Koweït et l'Arabie Saoudite qui craignent de voir le régime de Saddam tenter de s'étendre vers le sud (la plupart des gouvernements irakiens n'ont jamais accepté la création artificielle du Koweït par la Grande-Bretagne) veulent l'affaiblir²⁰. Ils font chuter les cours du pétrole pour fragiliser l'économie irakienne qui a besoin de fortes rentrées d'exportations pétrolière pour reconstruire le pays et combler la dette extérieure. En 1990, Saddam Hussein fait pression contre le Koweït en exigeant le relèvement du prix de l'énergie. Il se heurte à un refus, tant de l'Arabie Saoudite que du Koweït qui ne veulent pas du redressement de l'Etat irakien.

Saddam Hussein consulte le gouvernement américain pour connaître sa position sur le différend historique frontalier entre l'Irak et le Koweït. Les réponses sibyllines des autorités américaines encourageront le dictateur irakien à tenter l'annexion du Koweït. L'ambassadrice américaine en Irak, Gillespie, déclare fin juillet que « là où nous n'avons de point de vue, c'est sur les différends interarabes, tel votre différend frontalier avec le Koweït »²¹. Tutwiler, la porte-parole du département d'Etat américain réitère cette neutralité dans le conflit koweïti irakien : « Nous n'avons aucun traité de défense commune avec le Koweït, ni d'engagements spécifiques auprès du Koweït en matière de défense et de sécurité »²².

Certains ont suggéré que G.H.Bush avait tendu un piège à Saddam Hussein pour faire un exemple de son « nouvel ordre mondial » et renforcer la présence militaire au Moyen-Orient. D'autres considèrent que la présidence américaine était concentrée sur d'autres parties du monde (l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin, la Chine avec Tienanmen ou le Panama après l'invasion américaine de 1989)²³ et qu'elle réagit de manière opportuniste. Des motifs purement politiques peuvent avoir joué. Ainsi Margaret Thatcher, premier ministre du pays de BP et Royal Dutch Shell, encourage Bush à être ferme en lui rappelant qu'elle s'apprêtait à subir une défaite électorale en 1982 quand la guerre des Falklands éclata et qu'elle était ensuite restée 8 ans à la tête du gouvernement²⁴.

La CIA avait pourtant prévenu le président américain de l'imminence de l'invasion irakienne le 28 juillet 1990, soit quatre jours avant son lancement et le 31, John Kelly un haut officiel du département d'Etat américain pour le Moyen-Orient répétait encore devant le Congrès américain qu'aucun traité n'obligeait les Etats-Unis à assister le Koweït en cas d'invasion irakienne²⁵.

Quoi qu'il en soit, une coalition internationale, sous l'égide de l'ONU et sous le commandement militaire des Etats-Unis, qui comprend 7 Etats de l'Union Européenne, dont

20 Alain Gresh & Dominique Vidal: Golfe, clefs pour une guerre annoncée, Le Monde editions, Paris, 1991, p57

21 Alain Gresh & Dominique Vidal: Golfe, clefs pour une guerre annoncée, Le Monde editions, Paris, 1991, p200

22 "We do not have any defense treaties with Kuwait, and there are no special defense or security commitments to Kuwait" in Kevin Phillips, American Dynasty, Allen Lane, New-York, 2004, p307

23 Alain Gresh & Dominique Vidal: Golfe, clefs pour une guerre annoncée, Le Monde editions, Paris, 1991

24 Kevin Phillips, American Dynasty, Allen lane, New-York, 2004, p308

25 Kevin Phillips, American Dynasty, Allen lane, New-York, 2004, p307

p. 11

la Belgique²⁶, décide d'attaquer l'Irak pour le contraindre à évacuer le Koweït. La plupart du monde musulman et du monde arabe est hostile à l'intervention des troupes essentiellement composées de forces armées occidentales. La légitimité de la dynastie koweïti était faible, la majorité de la région le considérant comme un régime fantoche placé par les Britannique et les intérêts pétroliers occidentaux.

Pour convaincre les opinions publiques des pays de la coalition contre l'Irak de se lancer dans une guerre lointaine et coûteuse qui opposait deux pays peu connus en Europe et aux Etats-Unis, les gouvernements occidentaux se lancent dans une véritable campagne de désinformation. Outre les nombreuses analogies entre Saddam Hussein et Hitler professées par des politiciens américains et des médias occidentaux²⁷ (ce qui contribue à banaliser l'horreur unique du régime nazi, responsable de plus de 40 millions de morts en moins de dix ans, dont la barbarie de la Shoah), les médias comme CNN ou la 5 française martèlent que l'Irak, nation de 18 millions d'habitants, petite économie dont le PIB ne dépasse pas un cinquième de celui de la Belgique, bombardé par Israël en 1981 sans pouvoir réagir, incapable de battre l'Iran, disposerait de la quatrième armée du monde !²⁸. Un des mensonges les plus éhontés est celui du soi-disant assassinat de centaines de bébés koweïtis par des soldats irakiens. Une jeune fille koweïtie de quinze ans présente son témoignage devant le caucus des droits de l'homme de la Chambre des Représentants des Etats-Unis. Elle affirme que des bébés avaient été volontairement jetés en dehors de leurs couveuses par les soldats irakiens qui les ont laissés mourir sur le sol. G.H. Bush reprend ce témoignage, parlant de « 312 bébés » tués. Ce récit marque l'opinion et permet aux sénateurs américains de justifier leur vote en faveur de l'intervention militaire américaine²⁹. On s'aperçoit par la suite que ce témoin n'était autre que la fille de l'Ambassadeur du Koweït aux Etats-Unis, qu'elle ne pouvait pas avoir été présente pour voir ce soi-disant massacre et qu'il n'y avait aucun bébé dans les rares couveuses dans le pays. Ce témoignage fait partie d'une campagne visant à favoriser l'intervention américaine en faveur du Koweït, payée par le cheik et organisée par la firme de lobbying américaine Hill & Knowlton³⁰. Les télévisions d'Europe reprennent ce témoignage sans le remettre en cause.

Lorsque la guerre commence en janvier 1991, les communiqués officiels des armées occidentales et les médias parlent de frappes militaires chirurgicales. On dénombre alors officiellement moins de 400 morts du côté des forces de la coalition (essentiellement des erreurs tirs de troupes amies et des accidents liés au transport des troupes) et « un grand nombre » imprécisé d'Irakiens tués³¹. Malgré les insistances du CICR pour obtenir le chiffre des victimes irakiennes, les Etats occidentaux n'en fournissent aucun³².

26 En plus de la Belgique, on retrouve la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et les Pays-Bas

27 <http://community.seattletimes.nwsources.com/archive/?date=19901101&slug=1101632>

<http://www.pbs.org/wgbh/americanexperience/features/general-article/bush-gulf-war/>

28 Donc, selon ce classement qui place l'Irak en quatrième position, on doit donc conclure que parmi les pays suivants, trois disposent d'armées plus petites que l'Irak : Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, Chine, Allemagne...

29 Kevin Phillips, American Dynasty, Allen lane, New-York, 2004, p309

30 Également très présente dans le lobbying à Bruxelles

31 Robert Fisk, La grande guerre pour la civilisation, La Découverte, Paris, 2007, p669

32 Robert Fisk, La grande guerre pour la civilisation, La Découverte, Paris, 2007, p671.

p. 12

La réalité est évidemment tout autre que celle d'une guerre propre. La guerre commence avec la mort de 8000 soldats irakiens en premières ligne, ensevelis vivant sous le sable par les unités motorisées américaines et avec le bombardement de l'Irak qui touche des milliers de civils. Selon le New-York Times, pendant les premières semaines de bombardement, les avions de la coalition déversèrent presque autant de tonnes de bombes sur l'Irak chaque jour qu'en subirent le Japon et l'Allemagne au cours de l'entièreté de la deuxième guerre mondiale³³ ! Et ces frappes n'ont rien de chirurgicale comme le souligne un rapport du Congrès américain de 1992³⁴. Un épisode assez révoltant de cette boucherie est celui connu sous la sinistre appellation d'autoroute de la Mort³⁵ où des milliers de soldats irakiens, souvent de simples conscrits, mais aussi de civils palestiniens en fuite³⁶, meurent carbonisés sous les bombes incendiaires américaines. Des pilotes américains parleront de « tir aux dindes » (« *shooting turkeys* ») pour indiquer la facilité avec laquelle ils ont exterminés ces fuyards. Certains d'entre eux seront profondément démoralisés par cette mission que des commentateurs assimilent à des crimes de guerre³⁷.

Les armées de la coalition mettent en déroute rapidement cette « quatrième armée du monde » et leur commandant Norman Schwarzkopf annonce à Bush qu'il n'y a plus d'opposition sérieuse jusqu'à Bagdad. C'est alors que Bush, à la surprise de Schwarzkopf, ordonne d'arrêter la progression des troupes occidentales. Pendant ce temps, des appels radios sont lancés depuis l'Arabie Saoudite et sponsorisés par la CIA pour encourager à la révolte irakienne contre Saddam Hussein³⁸. Ces révoltes éclatent, notamment dans les communautés chiite et kurde. Alors que les armées de la coalition disposent d'une maîtrise totale des airs et imposeront une immense « *no-fly zone* » à l'Irak pendant des années, G.H. Bush laisse Saddam Hussein utiliser son aviation pour écraser dans le sang les révoltes, provoquant la mort de dizaines de milliers de personnes. Beaucoup s'interrogent alors sur la raison qui pousse G.H. Bush à laisser Saddam Hussein aux commandes de l'état irakien.

Pourtant, il suffit de comprendre que ce n'est nullement l'intérêt de la population irakienne qui motive Bush mais bien celui de la puissance des Etats-Unis dans cette région stratégique, ainsi que les intérêts des grandes firmes pétrolières dont le président texan est fort proche. Par la répression, Saddam Hussein peut empêcher la création d'un Etat kurde indépendant qui serait très problématique pour le gouvernement turc, allié américain de l'OTAN. Saddam Hussein peut aussi empêcher un rapprochement entre la communauté chiite d'Irak et l'Iran, jugé hostile à l'occident. Mais surtout, même affaibli, le dictateur irakien constitue une menace pour ses voisins du Golfe, le Koweït et l'Arabie Saoudite. Cela permet aux Etats-Unis

33 Tim Weiner, Smart weapons were overrated study concludes, New York Times, 9 juillet 1996 consulté le 27 juin sur <http://www.nytimes.com/1996/07/09/us/smart-weapons-wereoverrated-study-concludes.html>

34 Tim Weiner, Smart weapons were overrated study concludes, New York Times, 9 juillet 1996 consulté le 27 juin sur <http://www.nytimes.com/1996/07/09/us/smart-weapons-wereoverrated-study-concludes.html>

35 Highway of Death, voir à ce sujet un extrait documentaire américain éclairant <https://www.youtube.com/watch?v=hhmXleZXAr0>

36 L'OLP s'est positionnée en faveur de l'Irak au début du conflit, le Koweït compte près de 400.000 immigrés palestiniens qui craignent les représailles des autorités koweïties et fuient l'avance des troupes de la coalition qui remettent en place le régime du sheik. 360.000 seront expulsés du Koweït après le conflit.

37 Robert Fisk, La grande guerre pour la civilisation, La Découverte, Paris, 2007, 613

38 Robert Fisk, La grande guerre pour la civilisation, La Découverte, Paris, 2007, 617

p. 13

et aux pays européens de vendre pour des dizaines de milliards de matériel militaire à ces pays et pour le gouvernement de Bush d'obtenir ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait réussi auparavant, à savoir une présence militaire américaine permanente en Arabie Saoudite, sur les lieux saint de l'Islam... et des plus grandes réserves pétrolifères mondiales.

Le gouvernement charge une démographe fonctionnaire du département du commerce d'Etat fédéral du décompte macabre des morts irakien liés à la guerre (il faut bien savoir combien de

consommateurs vivants il reste auxquels vendre des produits américains). Lorsque cette dernière rend publique son étude alors que ministre de la défense Dick Cheney affirme qu'il n'y a aucun moyen de connaître le nombre de morts irakiens, elle se fait licencier et son rapport est confisqué. Elle sera par la suite réintégrée et les chiffres connus : 86.000 hommes, 40.000 femmes et 32.000 enfants tués par les troupes de la coalition et par les troupes de Saddam Hussein suite aux révoltes encouragées par la CIA³⁹.

Mais le pire est à venir pour les populations de ces pays. Pour faire un exemple face à ceux qui contesteraient le nouvel ordre mondial du gouvernement américain et de ses alliés, les nations occidentales imposent alors un blocus d'une dureté inouïe à l'Irak qui frappe avant tout les civils car les proches de Saddam Hussein gardent leurs privilèges. Les bombardements réguliers des troupes américaines et européennes se poursuivent pendant des années. La guerre a détruit des centrales électriques, des stations d'épuration d'eau, le système de transport, la poste, le système bancaire⁴⁰. Elle a laissé des milliers de munitions à l'uranium appauvri dont les effets chimiques nocifs provoquent des milliers de cas de leucémies et d'autres maladies respiratoires ; même les soldats américains ne seront pas épargnés avec le notoire syndrome de la guerre du golfe dont se plaignent des milliers de vétérans américains. Les sanctions économiques sont telles que pour la première fois depuis des décennies, l'Irak connaît des problèmes de sous-alimentation et des maladies comme le cholera font leur réapparition. Face à ce blocus punitif aveugle, deux responsables du programme des Nations-Unies pour l'Irak démissionnent, ne voulant pas cautionner ce qu'ils considèrent comme des « crimes »⁴¹. Face à une journaliste de l'émission télévisée « sixty minutes » qui lui demandait en 1996 si les sanctions visant à affaiblir le régime de Saddam justifiaient l'agonie d'un demi-million d'enfants irakiens, la secrétaire d'Etat de Bill Clinton, Madeleine Albright, déclare, sans sourciller et sans remettre en cause ce chiffre tragique qu'elle ne doit que trop bien connaître, que cela le justifie⁴².

Le sort dramatique de la population irakienne au cours des années 1990 contribue à renforcer un sentiment anti-occidental dans la plupart des pays de la région. Il contribue à décrédibiliser les régimes dictatoriaux corrompus égyptiens, syriens et saoudiens qui ont participé à la coalition. Cette situation radicalise des courants islamistes qui décident de passer à la lutte armée contre l'occident. Pour Osama Ben Laden, le riche entrepreneur saoudien reconverti en djihadiste contre les soviétiques en Afghanistan, la présence militaire américaine sur les lieux

39 Robert Fisk, La grande guerre pour la civilisation, La Découverte, Paris, 2007.

40 J-M Benjamin, Irak, l'apocalypse, Favre, Lausanne, 199, p133 & Fisk XXX

41 Denis Halliday, En Irak, des sanctions qui tuent, Le Monde Diplomatique février 1999, pp18-19 & Robert Fisk

42 Dans le magazine d'information politique le plus connu aux Etats-Unis, diffusé par la chaîne CBS, la journaliste [Lesley Stahl](#) demande "We have heard that half a million children have died. I mean, that's more children than died in Hiroshima. And, you know, is the price worth it?" Madeleine Albright répond "We think the price is worth it".

<https://www.youtube.com/watch?v=omnskeu-puE>

p. 14

saints de l'Islam et dans son pays constitue un tournant qui le pousse à recourir à des attentats terroristes, d'abord contre les troupes occidentales en Arabie Saoudite et dans le monde musulman, puis à considérer des attentats contre des civils en occident⁴³. Les attentats criminels du 11 septembre qui coûteront la vie à trois mille civils (américains et étrangers) sont le résultat de cette politique impérialiste au Moyen-Orient.

Le gouvernement de George W. Bush envahit l'Afghanistan mais le pétrole irakien l'intéresse également, comme les groupes industriels qui l'ont soutenu. La composition du gouvernement de George W. Bush est particulièrement caricaturale. En plus du président texan dont la famille est traditionnellement liée au pétrole, on retrouve Condoleezza Rice, conseillère du président au Conseil National de Sécurité et ensuite secrétaire d'Etat qui est, jusqu'à la semaine avant sa nomination, directrice chez le pétrolier Texaco Chevron. Dick Cheney, le vice-président de Bush, était le directeur d'Halliburton spécialisé dans l'équipement pétrolier. Après sa démission pour conflit d'intérêt lors de sa prise de fonction comme vice-président, c'est sa femme qui dirige la société⁴⁴ ! Tony Blair attendra sa retraite politique pour travailler avec BP en Asie centrale et au Moyen-Orient⁴⁵.

Ce gouvernement arrive en pleine récession économique, à une époque où l'on craint la montée de la Chine, la reconstitution d'un pouvoir plus fort en Russie et où les Etats-Unis

paraissent plus dépendants que jamais du pétrole⁴⁶. Le gouvernement Bush voit à quel point la présence américaine en Arabie Saoudite génère une hostilité et fragilise la famille royale saoudienne, alliée de toujours des Etats-Unis et de leurs compagnies pétrolières. Au sein du gouvernement américain se développe alors une stratégie visant à sécuriser l'accès au pétrole et à développer une politique visant à contenir la Chine et la Russie, déjà exprimée par les géo-stratèges américains⁴⁷. L'invasion de l'Afghanistan, le développement de base militaire à Diego Garcia boucle l'accès chinois à l'océan indien et à l'Asie du Sud. L'invasion de l'Irak permet d'y installer une présence militaire qui permettra d'évacuer l'Arabie Saoudite tout en mettant la main sur une des plus grandes sources pétrolifères au monde. Et puis, une bonne guerre relance toujours l'économie qui connaît une crise de surproduction.

En 2003, George W. Bush poursuit alors le désastre inachevé de son père, suivi par de nombreux gouvernements européens cherchant à obtenir les miettes du gâteau irakien. Cette double invasion coûte 3.000 milliards de dollars à la seule économie américaine pendant sa première décennie selon le prix Nobel d'économie Stiglitz. Le président Obama qui arrive en 2009, malgré les naïfs qui lui décernèrent le prix Nobel de la paix, poursuit la guerre par d'autres moyens⁴⁸ et maintient les dépenses militaires au même pourcentage de PIB que son prédécesseur⁴⁹. Ces guerres firent encore des centaines de milliers de morts et détruisirent encore plus l'économie de ces pays et sacrifièrent une génération de plus sur l'autel des profits des majors pétrolières et de l'hégémonie de l'impérialisme américain. Après des

43 Daniel Byman, *Al Qaeda, the Islamic State and the global jihadist movement*, Oxford University Press, 2015, p15.

44 Kevin Phillips, *American Dynasty*, Allen lane, New-York, 2004

45 Francis Beckett, David Hencke, Nick Kochan, Blair Inc, *The Man behind the Mask*, John Blake, London, 2015

46 Les effets de l'exploitation du gaz de schiste qui rendent les Etats-Unis beaucoup moins dépendants ne se font sentir qu'à la fin des années 2000.

47 Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard*, Basic Books, New-York, 1997.

48 Notamment par des mercenaires et des "instructeurs".

49 SIPRI Military Expenditures database 2015, <https://www.sipri.org/databases/milex>

p.15

vellités d'opposition pour certains d'entre eux, les gouvernements européens soutiennent en ordre dispersé la politique impérialiste des gouvernements américains.

La poursuite de la destruction de l'Afghanistan 2001-2016

Sous la présidence de Reagan, le gouvernement américain avait soutenu Ben Laden en Afghanistan via les services secrets pakistanais dans le contexte de la guerre froide. Le soutien américain aux forces antisoviétiques aggrava considérablement l'intensité de la guerre qui fit près d'un million de victime entre 1980 et 1988⁵⁰. Après le départ des Soviétiques en 1989, le pays plongea dans la guerre civile entre chefs de guerre et factions rivales soutenues par des pays différents⁵¹. Lorsque, en 1996, les Talibans prirent le pouvoir en Afghanistan avec l'aide des djihadistes de Ben Laden et soutenus par l'Arabie Saoudite, le Pakistan et les Etats-Unis, le département d'Etat américain déclara qu'il s'agissait d'un développement positif ⁵².

Finalement, ce n'est que lorsque les djihadistes basés en Afghanistan, que les Etats-Unis avaient indirectement contribué à financer et à former, perpétrèrent des attentats terroristes en occident que les gouvernements occidentaux décidèrent de les renverser en envahissant un pays qui avait subi quinze ans de guerre, un million de mort et cinq millions de réfugiés⁵³.

Ainsi l'Afghanistan est-il envahi en 2001. Les gouvernements de l'OTAN promettent alors de construire un Etat moderne et démocratique et des milliards de dollars pour la reconstruction économique du pays.

Quinze années après, la guerre se poursuit avec des bombardements de civils (y compris des hôpitaux comme celui de MSF qui fit trente morts en octobre 2015⁵⁴) et un recours à la torture soutenu directement par le président Bush et par les troupes pro-occidentales⁵⁵. Le président du nouveau gouvernement afghan mis en place par les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN a travaillé comme consultant pour la compagnie pétrolière américaine UNOCAL sur la question de la construction de pipeline en Afghanistan. Ce président ne dirigera jamais l'entièreté du pays déchiré entre les talibans et les seigneurs de guerre pro-occidentaux. Il préside une administration totalement corrompue, ce qui explique que moins de la moitié de l'aide

internationale arrive à la population⁵⁶. Les Etats occidentaux renient régulièrement leurs promesses de dons qui sont pourtant de moitié inférieure aux demandes afghanes⁵⁷. Les flots de réfugiés économiques et militaires vers Kaboul entraînent une hypertrophie de la capitale dont les infrastructures sont trop faibles pour gérer ses 5 millions d'habitants⁵⁸.

L'effondrement économique du pays et le financement de la guerre par les Talibans et autres seigneurs de guerre expliquent qu'en 2012, l'Afghanistan produit 95% de la production

50 Ahmad Ashraf, *La désolation : qu'avons-nous fait en Afghanistan ?*, Bayard, Paris, 2012, Laurent Gayer, *Mondes Rebelles Asie du Sud*, Michalon, Paris, 2009, p23.

51 Ahmad Ashraf, *La désolation : qu'avons-nous fait en Afghanistan ?*, Bayard, Paris, 2012.

52 Firouzeh Nahavandi, *Afghanistan*, de Boeck, LLN, 2014.

53 Firouzeh Nahavandi, *Afghanistan*, de Boeck, LLN, 2014.

54 http://www.lemonde.fr/international/article/2015/10/25/hopital-de-msf-bombarde-le-bilanmonte-a-30-morts_4796503_3210.html

55 Bennis Phyllis, *Afghanistan, in the Wikileaks Files : the world according to US Empire*, Verso, London, 2015 pp 368-394.

56 Laurent Gayer, *Mondes Rebelles Asie du Sud*, Michalon, Paris, 2009, p23.

57 Laurent Gayer, *Mondes Rebelles Asie du Sud*, Michalon, Paris, 2009, p23.

58 Ahmad Ashraf, *La désolation : qu'avons-nous fait en Afghanistan ?*, Bayard, Paris, 2012.

p. 16

d'opium dans le monde tandis que 15% de son PIB provient de l'exportation de drogue⁵⁹.

L'entourage de la présidence de Karzai est largement impliqué dans le trafic, et aux dires d'officiels américains, même son propre frère en bénéficierait⁶⁰. Les élections sont une farce meurtrière dont les campagnes truquées sont rythmées par des attentats et des actes de tortures pendant que la fraude se compte en dizaines de pourcents du PIB⁶¹. Autant dire que la population ne doit plus se faire d'illusion sur les institutions mises en place par les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN⁶². Après 36 années de guerre presque ininterrompue, des milliers de civils sont tués chaque année par des « dommages collatéraux » ou des mines antipersonnel. Les statistiques incomplètes indiquent que le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat est inférieur à 5% du niveau belge, plus d'un tiers des Afghans vit sous le seuil de pauvreté absolue et le chômage avoisine les 35%⁶³. La croissance ne bénéficie pas aux pauvres qui continuent de s'appauvrir et les inégalités ne cessent de croître⁶⁴.

L'acharnement contre l'Irak 2003-2016

Evidemment, motiver les populations occidentales à attaquer l'Irak qui agonise sous les sanctions alors que le régime de Saddam Hussein n'a rien à voir avec les attentats du 11 septembre n'a rien d'évident. Il faut à nouveau un matraquage de mensonges grossiers relayés par les mêmes médias serviles. Seuls les naïfs ou les ignorants peuvent s'interroger sur la capacité de certains médias de récidiver dix ans après en reprenant leur rôle de relais des mensonges du gouvernement américain et de ses alliés. Quiconque connaît les liens étroits entre ces médias et les producteurs d'armements ou les grandes compagnies de construction et d'énergie ne peut être surpris de l'énormité de certains journalistes de la presse de Murdoch, de Lagardère et de Dassault, de CNN, CBS ou de TF1 dès qu'il s'agit de défendre les intérêts de leurs actionnaires, groupes industriels et financiers⁶⁵. Dick Cheney et Bush, niant les nombreuses analyses existant sur le sujet, essayent de créer un lien entre Saddam Hussein et Al Qaeda⁶⁶ qui n'existe pourtant pas. Tony Blair en « good puppy » du gouvernement Bush affirme sur la base d'un rapport officiel d'une légèreté plus que suspecte que Saddam Hussein dispose d'armes de destruction massive et qu'il peut les déployer en 45 minutes⁶⁷. Bien sûr,

59 <http://www.nytimes.com/2014/10/27/opinion/afghanistans-unending-addiction.html>

60 Laurent Gayer, *Mondes Rebelles Asie du Sud*, Michalon, Paris, 2009, p40

<http://www.nytimes.com/2009/10/28/world/asia/28intel.html>

61 <http://www.nytimes.com/2014/08/24/world/asia/in-afghan-election-signs-of-systemic-fraud-cast-doubt-on-many-votes.html> & <https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/afghanistan>

62 <http://www.nytimes.com/2014/08/24/world/asia/in-afghan-election-signs-of-systemic-fraud-cast-doubt-on-many-votes.html>

63 CIA World Factbook 2016 <https://www.cia.gov/library/publications/the-worldfactbook/geos/af.html> & IMF 2015

64 Banque Mondiale 2015 : http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/11/04/090224b0831936f2/1_0/Rendered/PDF/Overview.pdf

65 On peut consulter les ouvrages de Serge Halimi, Les nouveaux chiens de garde ou de Michel Collon ou de Geoffrey Geuens.

66 <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A50679-2004Jun17.html> & pour voir Bush l'affirmer encore <https://www.youtube.com/watch?v=Tf5-wY0P-AA>

67 <http://www.theguardian.com/politics/2003/aug/16/davidkelly.iraq> et Le Monde 25 septembre 2003 : « Un rapport intermédiaire ne conclut pas à la présence d'armes de destruction massive en Irak », consulté en ligne le 25/09/2003.

p. 17

on ne trouvera pas de telles armes après l'invasion de 2003, ni de connexions entre Saddam Hussein et Al Qaeda⁶⁸ mais l'occupation militaire de l'Irak est alors un fait accompli. L'invasion de 2003 entraîne d'importantes dissensions au sein des pays européens. Pour la première fois, le gouvernement allemand rejoint son homologue français pour s'opposer ouvertement à la stratégie américaine, les gouvernements belges et luxembourgeois suivent leurs puissants voisins. Cette deuxième invasion n'est pas populaire en Europe, d'importantes manifestations pacifistes ont lieu à travers le continent. La majorité de l'opinion publique italienne ne suit pas le gouvernement de Berlusconi qui se rallie aux va-t'en guerres Bush et Blair. Avec un prétexte aussi faible et sans la feuille de vigne de l'ONU, certains dirigeants européens peuvent craindre une perte de crédibilité de l'occident au sein du Tiers-monde et des populations arabes, voire une radicalisation d'une partie de leur population d'origine musulmane. L'Europe est divisée en deux. Donald Rumsfeld parle alors de « Old and New Europe ». Certains dirigeants chinois et russes se bercent d'illusions en rêvant à un contrepois européen à l'hégémonie américaine. Mais la division de l'Europe s'explique aussi par des intérêts économiques divergents. Les firmes allemandes, française ou belges (mais aussi russes et chinoises) continuent de signer des contrats avec l'Etat irakien et tablent sur une stratégie de normalisation des relations économiques avec Saddam Hussein⁶⁹. Ces firmes essaient de se positionner commercialement sur ce marché au potentiel important du fait des ressources pétrolières du pays (dans le cas où les sanctions seraient levées comme c'est en passe d'être le cas pour l'Iran). Ces pays européens craignent, avec raison, qu'un gouvernement pro-américain en Irak n'octroie les plus gros contrats aux grandes multinationales américaines, ne leur laissant que des miettes du gâteau irakien et que leurs créances vis-à-vis du gouvernement de Saddam Hussein soient annulées.

Le gouvernement américain militaire d'occupation dirigé par Paul Bremer commença le partage des ressources pétrolières et de la reconstruction. Les firmes des pays comme l'Allemagne, la France, la Russie ou la Chine qui avaient refusé de soutenir la « coalition of the willing » (comme s'appelaient les gouvernements de l'invasion) sont exclus des appels d'offres des autorités d'occupation⁷⁰. La Commission Européenne, dont le commissaire au commerce est le français Pascal Lamy, menace d'en appeler à l'arbitrage de l'OMC mais sans suite⁷¹. Les entrepreneurs irakiens eux-mêmes se plaignent de n'avoir aucune chance face aux concurrents étrangers⁷². Les firmes américaines Haliburton et Bechtel gagneront les gros contrats de reconstruction et de sécurité pour l'exploitation du pétrole irakien⁷³. Le capital britannique aura sa part, proportionnelle à son engagement, de même que l'Italie et l'Espagne ; une vraie scène de partage de butin digne des films de gangsters maffieux. Pour être sûr que les auteurs du hold-up ne soient pas inquiétés, le gouverneur américain Paul Bremer décrète une amnistie pour les étrangers impliqués dans l'occupation et la « reconstruction » économique de l'Irak, comme à l'époque coloniale et ses concessions internationales. Plus ça change...

68 <https://www.theguardian.com/world/2008/mar/13/iraq.usa>

69 Michael Klare, Blood and Oil, Penguin, London, 2004, p104.

70 <http://www.nytimes.com/2003/12/11/world/a-region-inflamed-reconstruction-alliesangered-at-exclusion-from-bidding.html>

71 <http://www.nytimes.com/2003/12/11/world/a-region-inflamed-reconstruction-alliesangered-at-exclusion-from-bidding.html>

72 Allan Beattie, « Surprise » revamp for Iraq's economy ? Financial Times 21 septembre 2003.

p. 18

La fronde de la « Old Europe » franco-allemande ne dure pas. Les gouvernements de ces pays ne veulent pas être exclus de la région. Avec l'arrivée au pouvoir de Merkel en 2005 et de Sarkozy en 2007, l'Allemagne et la France adoptent un rapprochement pro-américain, la France réintègre même l'OTAN en 2009.

L'Irak ne rapporte pas autant que prévu du fait des sabotages de la résistance irakienne antiméricaine.

L'exploitation du pétrole irakien n'est pas aussi facile et sa sécurité coûte de plus en plus cher. Comme en Afghanistan, les gouvernements irakiens mis en place avec le soutien des forces occidentales sont corrompus, l'usage de la torture est courant et les exécutions sectaires sur base ethnico religieuse (chiites, sunnites, kurde, chrétiens) se multiplient⁷⁴. Le gouvernement de Nouri Al-Maliki soutenu par les Etats-Unis perd tout soutien dans les communautés sunnites et kurdes du fait des exactions sectaires de son armée. Sur le plan économique, l'Irak est à terre. Le PIB irakien s'élevait en dollars courant à 179 milliards avant la guerre de 1991, il est à 36 milliards en 2004. En dollars constants, le revenu national net en 2014 reste inférieur de 50% à celui de 1990⁷⁵. Dans les prisons irakiennes où les prisonniers sont soumis aux humiliations et à la torture, des radicaux islamistes d'Al Qaeda et leurs anciens ennemis, des cadres et officiers déchus du régime de Saddam Hussein se rencontrent, réunis par la même haine de l'occupant occidental. Parmi ces prisonniers se trouve Abou Bakr al-Baghdadi qui en 2014 s'autoproclame Calife Ibrahim de l'Etat Islamique⁷⁶. La gestion catastrophique de l'occupation, les répressions, les humiliations, la corruption et l'utilisation cynique du sectarisme par les politiciens locaux comme par les forces d'occupations occidentales ont généré un pourrissement de la société en Irak comme en Afghanistan. C'est de ce chaos qu'est né l'Etat islamique qui s'est d'abord développé en Irak avant de profiter du vide de pouvoir laissé par la guerre civile en Syrie.

Il n'est pas possible ici de s'étendre sur le cas de la Palestine, de la Lybie et de la Syrie mais les populations de ces pays ont également subi les revirements cyniques, le double langage, les politiques à court terme dictées par des intérêts économiques ou politiques. Le cas du président Sarkozy est parmi les plus caricaturaux. Après avoir développé une relation proche, voire suspecte⁷⁷ avec le dictateur libyen en 2007 - Sarkozy l'a fait venir en grande pompe à l'Elysée pour signer une série de contrats juteux, y compris du matériel militaire et nucléaire⁷⁸ ; personne ne le considérait comme respectueux des droits de l'homme - en 2011, au cours des révoltes, Sarkozy décide - au nom des droits de l'homme - de soutenir les rebelles du Conseil National de Transition. Il est suivi par le Britannique Cameron. Ils obtiennent une résolution de l'ONU visant à protéger les populations des attaques de Kadhafi mais l'Allemagne s'abstient et ne participe pas à l'opération. La résolution est interprétée de

74 Patrick Cockburn, The Occupation, War and Resistance in Irak, Verso, New-York, 2007.

75 <http://data.worldbank.org/country/iraq> et calculs de l'auteur sur la base de l'inflation.

76 Daniel Byman, Al Qaeda, the Islamic State and the global jihadist movement, Oxford University Press, 2015, p164.

77 Plusieurs journalistes et des procureurs de Paris prennent au sérieux les affirmations de la famille Kadhafi selon laquelle cette dernière aurait contribué au financement de la campagne électorale présidentielle de 2007. Voir Scheherazade Daneshkhu & Borzou Daragahi, Inquiry probes Sarkozy Libya cash claims, Financial Times, April 19, 2013 et le long dossier de Mediapart sur ce sujet. On se rappelle de la libération insolite des infirmières bulgares par l'ancienne épouse de Sarkozy, au grand dam des négociateurs de l'UE qui avaient construit patiemment un long dialogue avec les autorités libyennes.

78 Catherine Graciet, Sarkozy Kadhafi, Document Point, Seuil Paris, 2013.

p. 19

manière très élastique par les gouvernements français et britanniques qui envoient des forces spéciales pour aider les rebelles au sol et bombardent les forces gouvernementales libyennes. L'intervention militaire qui se fait dans le cadre de l'OTAN a lieu exactement un siècle après la colonisation de la Lybie par l'Italie, tout un symbole. La Belgique elle-aussi a vendu des armes au dictateur Libyen en 2009 (qui furent ensuite utilisée contre la population en 2011)⁷⁹ ;

quelques mois après avoir livré les armes, le gouvernement belge décide de soutenir l'attaque contre la Lybie.

On connaît la suite. En quelques mois, l'Etat libyen s'est lui aussi effondré. Comme en Syrie, en Afghanistan et en Irak, le pays s'est retrouvé aux mains de seigneurs de guerre, de milice et de réseaux maffieux de trafics divers, dont les êtres humains, dont des milliers meurent dans la Méditerranée. Le vide de pouvoir crée une brèche dans laquelle les islamistes proches de l'Etat islamique ou d'Al Qaeda se sont précipités. Le pays entre dans sa cinquième année de chaos, avec des armes occidentales qui circulent à travers le Moyen-Orient et l'Afrique (notamment au Mali qui s'embrase à la suite de l'intervention de l'OTAN en Libye). La Libye qui avait l'indice de développement humain le plus avancé d'Afrique a vu son PIB être divisé par deux. Pendant que le pays s'enfonçait dans le chaos, le groupe pétrolier français Total aurait quant à lui obtenu 35% du pétrole libyen selon le journal Libération ; le ministre français de l'énergie, Eric Besson, ne considère "*pas choquant*" que la « France soit récompensée pour son rôle dans la chute du régime Kadhafi »⁸⁰. L'Etat et les firmes chinoises quant à elles ont perdu 19 milliards avec le changement de régime⁸¹. L'image d'une Europe belliqueuse et d'un occident impérialiste et cynique se renforce au sein de populations musulmanes mais même dans plusieurs autres pays du Tiers-Monde, de l'Asie à l'Amérique Latine.

Sarkozy a également reçu Assad en 2008 pour le défilé du 14 juillet à Paris. Quand la révolte a commencé, les Etats occidentaux ont joué un jeu pour tester la solidité d'un régime qui n'était pas jugé assez docile. L'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, trois alliés traditionnels de l'occident soutinrent les groupes armés pour affaiblir ce régime considéré comme faisant partie d'un « croissant chiite »⁸² qui irait de l'Iran au Hezbollah Libanais en passant par le gouvernement irakien de Maliki. La CIA a laissé faire⁸³. Aujourd'hui la Syrie est toujours dans le chaos avec plus de cent mille morts et plus de quatre millions de

⁷⁹ Le contrat de 11,5 millions d'euros porte sur des centaines de fusils et pistolets, grenades pour fusils destinée à l'armée, et armes antiémeute destinées à la police. Lire <http://www.lalibre.be/actu/international/des-armes-wallonnes-utilisees-pour-mater-les-manifestants-en-libye-51b73362e4b0de6db9757e86> et

http://atwar.blogs.nytimes.com/2012/04/05/profit-and-proliferation-a-special-report-on-belgian-arms-in-the-arab-uprising-part-i/?_r=0 Damien Spleeters: Profit and Proliferation: A Special Report on Belgian Arms in the Arab Uprising, Part I in New-York Times, http://atwar.blogs.nytimes.com/2012/04/05/profit-and-proliferation-a-special-report-on-belgian-arms-in-the-arab-uprising-part-i/?_r=0

⁸⁰ Le CNT dément tout accord sur le pétrole avec la France, Le Monde 1 septembre 2011.

⁸¹ Jean-Christophe Defraigne & Karima Fachqoul: The evolution of Chinese and European interests in the MENA region in China, the EU and the Developing World", Eds Matthieu Burnay, Jean-Christophe Defraigne & Jan Wouters, Edward Elgar, Cheltenham, 2015.

⁸² Zakaria Taha, Syrie, De Boeck, LLN, 2013 p68.

⁸³ Reese Erlich, Inside Syria, Prometheus, New-York, 2014.

p. 20

déplacés⁸⁴. Une partie de la population subit la barbarie de l'Etat islamique, l'autre la répression féroce d'un régime corrompu.

Quel avenir pour les relations entre l'Europe et le Moyen-Orient ?

Alors que faire face à ces désastres humains et économiques qui sacrifient des générations entières dans plusieurs pays voisins de l'Europe et qui poussent des millions de personnes vers l'exode ? Les interventions militaires répétées de l'Occident au nom de la démocratie et du droit international depuis un quart de siècle ont considérablement accru les souffrances de ces populations. Elles ont généré des Etats corrompus, réhabilités des dictateurs (comme en Egypte). Elles ont renforcé à la fois l'intégrisme religieux le plus obscurantiste et l'extrême droite occidentale qui, de Trump à Le Pen, assimilent de manière grotesque tous les musulmans aux terroristes. Les politiques de l'Europe et des Etats-Unis au Moyen-Orient sont en réalité guidées par des considérations économiques, notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'armement. Elles profitent essentiellement à quelques grandes multinationales et à quelques politiciens qui les servent, comme Blair ou Sarkozy. Pendant ce temps, le fossé de méfiance et de haine se creuse entre les populations d'ici comme de là-bas.

Alors que notre pays craint les black-out du fait de l'insuffisance des investissements dans la

production d'électricité, qu'on laisse GDF-Suez jouer avec le feu en ce qui concerne la sécurité des centrales nucléaires, que les tunnels, les ponts et les toits des écoles et des musées menacent de s'effondrer, que notre système judiciaire est en lambeaux (ce qui rend de plus en plus improbable un accès équitable à la justice pour les plus pauvres), que les accidents ferroviaires se multiplient faute d'investissements suffisants dans la sécurité... le gouvernement s'apprête à se lancer dans un programme pluriannuel d'un montant total de 15 milliards pour moderniser ses avions militaires⁸⁵. Notre gouvernement est prêt, au nom des Belges, à intervenir en Syrie alors que chaque bombe coûte le prix d'une salle de classe et que des milliers d'enfants ont cours dans des containers depuis des années.

Si l'on renonçait à cette énième expédition guerrière, qui n'offrira pas plus de solutions que les précédentes et qui attisera encore plus la haine et la bêtise des extrêmes droites en occident comme au Moyen-Orient, on pourrait exiger d'utiliser les fonds y consacrés pour assurer le fonctionnement des services publics. On pourrait les utiliser à créer les emplois publics utiles pour résorber le chômage des jeunes.

Si les populations de Belgique, d'Europe et des Etats-Unis exprimaient clairement et massivement leur désapprobation vis-à-vis de la politique impérialiste de leurs gouvernements, leur mobilisation pourrait générer un courant de sympathie dans le monde musulman et dans le tiers-monde, qui affaiblirait politiquement les intégristes les plus obscurantistes. C'est ce qu'on a pu observer avec des Américains qui manifestèrent contre la guerre au Vietnam ou des Français qui s'opposèrent à la guerre en Indochine et en Algérie. Cela gêna considérablement la capacité des gouvernements de poursuivre leur politique impérialiste.

84 Zakaria Taha, Syrie, De Boeck, LLN, 2013 p65.

85 <http://www.lalibre.be/actu/belgique/remplacement-des-f-16-le-cout-du-programme-davions-de-combat-estime-a-pres-de-15-milliards-sur-40-ans-56cd8dca3570e6ca6ad0153d>

p. 21

Bien sûr, un tel élan pacifiste ne suffira pas à éliminer la misère du Moyen Orient et en Europe car le problème fondamental reste l'extrême inégalité de la répartition des richesses dans le monde et au sein de chaque pays, et celle-ci est intrinsèque au capitalisme. Mais de telles mobilisations sont le meilleur moyen de faire reculer la barbarie et d'affirmer que le problème n'est pas un choc de civilisations mais bien un affrontement avec d'un côté quelques multinationales irresponsables et des politiciens qui servent leurs intérêts, et de l'autre, les populations laborieuses à travers le monde quelles que soient leurs origines ou confessions.